

Comment vaincre le chômage

Alger a abrité cette semaine le congrès des pays arabes, consacré à la question du chômage et de l'emploi des jeunes. Le taux de chômage dans ces pays est évalué à 16 % avec des pics pour la classe d'âge 16-24 ans. Bien évidemment, l'Algérie n'échappe pas à ce problème et la gravité du chômage qui frappe notre société est un réel problème, et ce n'est pas le traitement social qui en est fait aujourd'hui qui pourra régler la question. Nous pouvons relever, en effet, que l'emploi créé, ou plus exactement la gestion du chômage qui est mise en œuvre par le gouvernement, ne règle en rien ni la précarité (80 % des emplois créés sont des emplois précaires) ni la pauvreté des travailleurs en plus qu'elle coûte très chère à l'Etat. Le prix du pétrole chute et... bonjour les dégâts ! Dans quels termes est abordée la question du chômage et de l'emploi en Europe, notamment en France.

La question est d'autant plus pertinente qu'on peut difficilement contester que la politique sociale de l'Algérie s'inspire très fortement du modèle français. On sait, par ailleurs, que le modèle social français repose sur l'Etat providence, cet Etat qui doit procurer, grâce à la protection sociale, c'est-à-dire la sécurité sociale, les allocations familiales, le droit à la retraite et, plus tard, l'allocation chômage, un revenu différé «au travailleur et à sa famille» afin de les protéger des aléas de la vie. Or, il est largement admis aujourd'hui que ce modèle social français est en crise. La France connaît, en effet, depuis plusieurs années ce que les économistes appellent un chômage de masse (9,6 %), un système scolaire inégalitaire, un déficit de la sécurité sociale, un échec de l'intégration des immigrés (cf. la crise des banlieues), une «panne de l'ascenseur social». Les causes de la crise sont nombreuses : croissance molle, politique économique inappropriée, absence de politique de recherche-innovation qui entame sérieusement la compétitivité de l'économie. Mais le facteur explicatif central réside incontestablement dans la mondialisation libérale de l'économie, mondialisation que nous subissons plus fortement encore en Algérie.

Le marché intérieur, soutenu par les transferts sociaux de l'Etat providence, ne suffit plus à assurer une croissance économique solide et durable. Le moteur, le second moteur, est aujourd'hui constitué par les exportations, et les exportations exigent des entreprises une compétitivité accrue. La compétitivité demande à son tour un allègement des charges, notamment sociales, qui pèsent sur les entreprises. Le coût du travail devient dans les pays capitalistes, la variable d'ajustement, surtout que les pays asiatiques émergents fondent leur compétitivité sur des coûts de travail très faibles. Ce coût doit baisser et les patrons

rechignent de plus en plus à verser les cotisations qui alimentent le Fonds de protection sociale. L'exigence de compétitivité que charrie en son sein le processus actuel de mondialisation de l'économie remet en cause aussi l'autre pilier du modèle social européen : le contrat de travail à durée indéterminée (CDI) qui garantissait au salarié une protection «à vie» au sein de l'entreprise. Aujourd'hui, la croissance économique n'est pas aussi créatrice d'emplois qu'elle l'a été durant les décennies passées. L'entreprise recherche constamment des gains de productivité et le même nombre de salariés produit plus de croissance que par le passé. C'est ce qu'on appelle aujourd'hui la croissance à faible contenu d'emploi. L'entreprise veut être libérée des lourdes contraintes qui pèsent sur elle lorsqu'elle est dans l'obligation de sortir des «sureffectifs», c'est-à-dire des travailleurs dont elle n'a plus besoin pour assurer son niveau de production. Cette peur des contraintes qui accompagne les plans sociaux amène l'entreprise à éviter au maximum d'embaucher de nouveaux travailleurs, si elle n'a pour le faire à sa disposition que des CDI. Alors, il y a partout introduction de nouveaux contrats de travail qui installent la flexibilité du marché du travail : 70 % des nouveaux emplois créés le sont aujourd'hui en contrats à durée déterminée (CDD). L'entreprise a le droit pendant une période d'essai de un an en moyenne de licencier le salarié sans préavis, sans formalité administrative et sans indemnités. Mais dans le même temps, cette facilité de sortie du marché du travail qui menace le salarié est accompagnée d'une facilité d'entrée sur ce même marché du travail puisque les entreprises, libérées des charges et des contraintes, embauchent plus.

De son côté, l'Etat assure aux salariés une assurance-chômage significative, un suivi personnalisé durant la période de recherche d'un nouvel emploi, une formation de requalification qui facilite au chômeur sa réinsertion sur le marché du travail. Le Danemark, la Suède, la Finlande, la Grande-Bretagne ont réussi par la flexibilité (pour l'entreprise) et la sécurité (pour le salarié) à faire baisser leur taux de chômage de moitié en 15 ans : 10/11 % au début des années 90 et 5/6 % en 2006. Et il ne s'agit pas là de statistiques non fiables comme peuvent l'être les nôtres. En matière de politiques d'emploi et de lutte contre le chômage, les expériences danoises de «flexibilité» et britannique de flexibilité sont celles qui sont le plus citées comme expériences réussies. Au Danemark, les entreprises peuvent licencier sans difficulté en fonction de la conjoncture économique et de leurs carnets de commandes. Et cela en accord avec les syndicats. Mais le salarié licencié bénéficie de quatre années d'indemnités de chômage plafon-

nées à 80 % de son salaire. Il doit, cependant, être constamment à la recherche d'un emploi, ne pas refuser une réintégration dans la vie active et suivre des cycles de formation qui facilitent sa réinsertion. En Grande-Bretagne, les mêmes principes sont en œuvre : le salarié peut être remercié sans difficulté (période d'essai d'un an) ; il est inscrit à l'allocation-chômage et auprès d'un job-center qui est chargé de le replacer. Le chômeur n'a pas le droit de refuser l'emploi qu'on lui propose, sous peine de ne plus bénéficier de l'allocation-chômage. Le financement de ce soutien de l'Etat aux chômeurs à la recherche d'un emploi est rendu possible grâce à une fiscalité prélevée par l'Etat, notamment auprès des entreprises. Ainsi, flexibilité d'un côté, sécurité de l'autre : le marché du travail est très fluide, les salariés très mobiles avec facilité d'entrée et de sortie du marché du travail.

Les nouvelles politiques de l'emploi et de lutte contre le chômage semblent avoir concilié régulation sociale et compétitivité économique imposée par la mondialisation de l'économie, partout où elles sont mises en œuvre en Europe.

Peut-on en tirer quelques leçons pour notre pays ? Il faudrait alors que l'Etat revoie fondamentalement son rôle et la nature de ses interventions : en lieu et place du financement très coûteux des emplois aidés, précaires et très souvent sans lendemain, il doit réorganiser le marché du travail, l'encadrer et mettre en place de véritables outils de recyclage, de requalification et de formation des travailleurs.

Est-il nécessaire de rappeler, encore une fois, que dans ce domaine aussi, nous sommes... «loin du compte» !

A. B.



Par Abdelmadjid Bouzidi
abdelmadjidbouzidi@yahoo.fr

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Et vos enfants ?

L'ambassadeur algérien au Caire, Abdelkader Hadjar, convoqué par les Egyptiens. Avec ou sans son...

... Chewing-gum ?

Un pont aérien entre Alger et Khartoum. Bien. Très bien. Des avions militaires spécialement affrétés pour le convoiement de ces «renforts de troupes». Bien. Très bien. Des centaines de tentes pour le repos des guerriers de la voix et du biceps. Bien. Très bien. Des passeports confectionnés en deux heures dans des daïras qui habituellement les délivrent au bout de plusieurs semaines, voire plusieurs mois. Bien. Très bien. Des contingents filmés au départ d'Alger et à l'arrivée à Khartoum. Bien. Très bien. Mais dans ce ballet bien réglé, dans cet enthousiasme enthousiasmant, dans ces rassemblements de plus de trois personnes enfin autorisées par le Palais et ses succursales, y a un petit truc qui manque. Oh ! Pas un truc énorme, pas un machin qui gâcherait tout. Non ! Juste un petit détail. Et comme vous me connaissez tout de même un peu depuis le temps qu'on se fréquente ici bas, ce détail, a beau être infinitésimale, il me turlupine quand même. Dans les reportages de l'unique télévision unique du régime unique qui nous gouverne à sens unique et inique, je n'ai pas trouvé

trace de ces images. Quelles images ? M'enfin ! Les images des enfants de la nomenclatura qui embarqueraient dans les avions de supporters en direction du Soudan. Pas une seule. Pourtant, ça aurait été du plus bel effet. Des enfants, des neveux, des cousins de tous nos hauts responsables qui interviendraient devant la caméra pour nous dire combien ils sont heureux et fiers d'aller dans le chaudron soudanais apporter tout le soutien que notre équipe de football mérite, combien ils sont décidés à en découdre avec leurs vis-à-vis égyptiens, combien ils se sont préparés à dormir sous les tentes et à tout braver pour un seul objectif, ramener la qualification. Ces images-là, je ne les ai pas vues. Par contre, à satiété, j'ai vu, filmés sous toutes les coutures, des enfants de Bachdjerrah, d'El Harrach, d'El-Bouni, de Aïn Fouara, de Maraval ou d'Ouargla. Pourquoi punir ainsi vos enfants, ô dirigeants bien-aimés qui offrez des billets de stade, des passeports et des tentes aux enfants des autres ? Ce n'est pas juste ! Donnez à votre progéniture les mêmes chances qu'aux autres enfants. Faites-les grimper dans les charters en direction de la «Mère des Batailles». Chicche ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

www.tacervellesarrete.blogspot.com